

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### INFORMATION

#### Echelonnement indiciaire des inspecteurs du corps d'extinction de l'Office de radiodiffusion-télévision française.

Le ministre de l'économie et des finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information, et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique,

Vu le décret n° 66-223 du 13 avril 1966 portant statut particulier du corps des inspecteurs de l'Office de radiodiffusion-télévision française ;

Vu le décret n° 62-257 du 10 mars 1962 modifié fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative aux cadres d'extinction de l'Office de radiodiffusion-télévision française ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, et notamment le décret n° 68-1261 du 31 décembre 1968 ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1963 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs, inspecteurs centraux et inspecteurs principaux de l'Office de radiodiffusion-télévision française,

#### Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le tableau figurant à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé du 27 avril 1963 est modifié comme suit :

GRADES ET ÉCHELONS	INDICES	
	Bruts.	Majorés au 1 <sup>er</sup> juin 1968.
Inspecteurs :		
7 <sup>e</sup> échelon.....	545	425
6 <sup>e</sup> échelon.....	500	390
5 <sup>e</sup> échelon.....	465	364
4 <sup>e</sup> échelon.....	430	337
3 <sup>e</sup> échelon.....	400	319
2 <sup>e</sup> échelon.....	370	296
1 <sup>er</sup> échelon.....	340	273
Inspecteurs élèves :		
2 <sup>e</sup> échelon.....	300	243
1 <sup>er</sup> échelon.....	265	218

Art. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 avril 1969.

*Le ministre de l'économie et des finances,*

*Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur du budget,*

*Par empêchement du directeur du budget :*

*Le sous-directeur,*

*EDMOND RAOUX.*

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,*  
*chargé de l'information,*

*Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :*

*Le directeur du cabinet,*

*PIERRE BANDET*

*Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,*  
*chargé de la fonction publique,*

*Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :*

*Pour le directeur général de l'administration*  
*et de la fonction publique empêché :*

*Le sous-directeur,*

*PIERRE GUILBEAU.*

## JEUNESSE ET SPORTS

### Brevets d'Etat d'initiateur, de moniteur, d'entraîneur et d'entraîneur instructeur de football.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965, modifié pour ses tableaux annexés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967, fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 24 mai 1966 créant les brevets d'Etat d'initiateur, de moniteur, d'entraîneur et d'entraîneur instructeur de football ;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 6 août 1968 portant délégation de signature,

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 6 de l'arrêté du 24 mai 1966 susvisé est modifié et complété comme suit :

#### Article 6.

« 1° En ce qui concerne les brevets d'Etat d'initiateur et de moniteur de football :

« Le chef du service académique de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

« Le président de la ligue régionale de football ou son représentant.

« Le directeur de l'établissement national ou régional de la jeunesse et des sports dans lequel doit se dérouler le stage préparatoire ou un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports.

« Le président de la commission technique de la ligue régionale de football ou son représentant.

« Un entraîneur instructeur, assisté d'un entraîneur par groupe de douze candidats. »

« 2° En ce qui concerne les brevets d'Etat d'entraîneur et d'entraîneur instructeur de football :

« Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

« Le directeur des sports ou son représentant.

« Le président de la fédération française de football ou son représentant.

« Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant.

« Le président de la commission technique fédérale ou son représentant.

« Un entraîneur instructeur, assisté d'un entraîneur instructeur par groupe de douze candidats. »

« Les directeurs des stages préparatoires aux examens des brevets d'Etat prévus au 1° et au 2° ci-dessus ne peuvent être désignés comme membres des jurys. Toutefois, les présidents de ces jurys peuvent inviter les directeurs desdits stages à assister, à titre consultatif, aux réunions des jurys. »

Art. 2. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1969.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur de l'éducation physique et des sports,*  
*MARCEAU CRESPIEN.*

### Brevet d'Etat de prévôt d'escrime et brevet d'Etat de maître d'escrime.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié pour les tableaux qui lui sont annexés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1967 ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 1954, modifié par les arrêtés du 10 décembre 1954 et du 28 septembre 1964, créant le brevet d'Etat de maître d'escrime et le brevet d'Etat de prévôt d'escrime ;

Vu le décret n° 68-674 du 25 juillet 1968 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 6 août 1968 donnant délégation de signature,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un brevet d'Etat de prévôt d'escrime et un brevet d'Etat de maître d'escrime qui confèrent à leurs titulaires le droit d'enseigner l'escrime contre rémunération dans les conditions prévues à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Le brevet d'Etat de prévôt d'escrime autorise ses titulaires à dispenser un enseignement dans le secteur scolaire et, avec l'accord de l'Académie d'armes de France, dans les cercles et associations affiliées à la fédération française d'escrime.

Le brevet d'Etat de maître d'escrime autorise ses titulaires à exercer leur profession sans aucune restriction.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves des examens conduisant à la délivrance des brevets d'Etat de prévôt d'escrime et de maître d'escrime, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

## 1° En ce qui concerne le brevet d'Etat de prévôt d'escrime.

Etre âgé de dix-huit ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Posséder un titre d'enseignement de l'éducation physique et sportive classé au moins dans le quatrième groupe (aide-moniteur) défini par l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965 modifié. Cette condition ne sera pas exigée pour la session du brevet d'Etat de prévôt d'escrime organisée en 1969. Les candidats libres doivent être en outre titulaires du diplôme de moniteur délivré par la fédération française d'escrime.

## 2° En ce qui concerne le brevet d'Etat de maître d'escrime.

Etre âgé de vingt et un ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaire du brevet d'Etat de prévôt d'escrime et, pour les candidats libres, avoir exercé cette profession pendant trois années.

Cette dernière condition ne sera pas exigée pour la session du brevet d'Etat de maître d'escrime organisée en 1969.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature aux brevets d'Etat créés par le présent arrêté, les intéressés doivent adresser au service de la jeunesse et des sports du département de leur domicile principal, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre faisant état, le cas échéant, des résultats obtenus en compétitions ;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie des titres prévus à l'article 3 ci-dessus ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de l'escrime, datant de moins de trois mois.

Les candidats libres au brevet d'Etat de maître d'escrime doivent joindre en outre à leur demande d'inscription une attestation du président de l'Académie d'armes de France se rapportant à l'activité qu'ils ont exercée comme prévôts d'escrime pendant les trois dernières années.

Les mêmes renseignements et les résultats obtenus en compétition doivent être consignés sur un livret individuel que les candidats au brevet d'Etat de maître d'escrime doivent pouvoir produire à tout moment au jury de l'examen.

Art. 5. — Les jurys chargés d'examiner les candidats au brevet d'Etat de prévôt d'escrime et au brevet d'Etat de maître d'escrime sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, et constitués sur les bases suivantes :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

Le chef du service interarmées de l'entraînement physique et des sports ou un représentant du ministère des armées.

Le président de la fédération française d'escrime ou son représentant.

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant.

Le directeur technique national de l'escrime ou son représentant.

Six maîtres d'escrime, pour moitié civils et pour moitié militaires proposés par l'Académie d'armes de France.

Un médecin.

Les personnels Cadres des écoles d'escrime civile et militaire ne peuvent pas être désignés comme membres des jurys. Toutefois, le président d'un jury peut inviter les directeurs de ces écoles à assister aux délibérations de ce jury à titre consultatif.

Art. 6. — Les examens du brevet d'Etat de prévôt d'escrime et du brevet d'Etat de maître d'escrime comportent :

Des épreuves écrites ;

Des épreuves pratiques et de pédagogie pratique ;

Des épreuves orales.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

Toute note égale ou inférieure à 5 est éliminatoire, après décision du jury.

## I. — Brevet d'Etat de prévôt d'escrime.

## 1° Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de deux et consistent dans :

- a) Une rédaction se rapportant au sport et à l'escrime en particulier (durée : deux heures ; coefficient 3).
- b) La réponse à un questionnaire relatif au règlement international de l'escrime (durée : une heure ; coefficient 2).

## 2° Epreuves pratiques et de pédagogie pratique.

Ces épreuves sont au nombre de cinq et consistent dans :

- a) Une leçon d'escrime prise aux trois armes (fleuret, épée et sabre) (coefficient 3, soit coefficient 1 par arme).
- b) Des assauts aux trois armes organisés sous forme de compétitions (coefficient 3, soit coefficient 1 par arme).
- c) L'arbitrage d'un assaut au fleuret (coefficient 1).
- d) Une leçon d'escrime donnée aux trois armes (coefficient 3, soit coefficient 1 par arme).
- e) Une leçon collective donnée au fleuret à un groupe d'élèves débutants désignés par le jury (coefficient 2).

## 3° Epreuve orale.

Cette épreuve consiste dans une interrogation relative à la technique et à la tactique de l'escrime (coefficient 3, soit coefficient 1 par arme).

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de prévôt d'escrime, les candidats doivent avoir obtenu un total de 200 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques et orale.

## II. — Brevet d'Etat de maître d'escrime.

## 1° Epreuves écrites.

Ces épreuves sont au nombre de deux et consistent dans :

- a) Une composition se rapportant à la valeur éducative du sport et de l'escrime en particulier, à l'histoire de cette discipline ou à son organisation administrative dans le cadre du statut du sport français. (Durée : trois heures ; coefficient 3.)
- b) La réponse à un questionnaire relatif au règlement international de l'escrime et à l'arbitrage. (Durée : une heure ; coefficient 2.)

## 2° Epreuves pratiques et de pédagogie pratique.

Ces épreuves sont au nombre de cinq et consistent dans :

- a) Une leçon d'escrime prise aux trois armes. (Coefficient 3, soit coefficient 1 par arme.)
- b) Des assauts aux trois armes organisés sous forme de compétitions. (Coefficient 6, soit coefficient 2 par arme.)
- c) Un arbitrage à l'une des trois armes tirée au sort pour chaque candidat. (Coefficient 1.)
- d) Une leçon d'escrime donnée aux trois armes à un escrimeur confirmé désigné par le jury. (Coefficient 6, soit coefficient 2 par arme.)
- e) Une leçon collective donnée à l'une des trois armes tirée au sort par chaque candidat. (Coefficient 3.)

## 3° Epreuves orales.

Ces épreuves sont au nombre de trois et consistent dans des interrogations portant sur :

- a) La technique, la tactique et la pédagogie de l'escrime. (Coefficient 3, soit coefficient 1 par arme.)
- b) L'appareillage électrique. Orale dans son principe, cette interrogation peut être complétée par une manipulation pratique. (Coefficient 2, soit coefficient 1 pour le fleuret et 1 pour l'épée.)
- c) Les notions et procédés techniques d'entraînement (coefficient 1.)

Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat de maître d'escrime, les candidats doivent avoir obtenu un total de 300 points correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pratiques ou orales.

Art. 7. — Les programmes des épreuves du brevet d'Etat de prévôt d'escrime et du brevet d'Etat de maître d'escrime sont publiés en annexe du présent arrêté (1).

Art. 8. — Sur proposition des jurys, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, arrête les listes des candidats admis aux examens du brevet d'Etat de prévôt d'escrime et du brevet d'Etat de maître d'escrime.

Art. 9. — Les brevets d'Etat de prévôt d'escrime et de maître d'escrime délivrés en application de l'arrêté susvisé du 4 janvier 1954 modifié par les arrêtés des 10 décembre 1954 et 28 septembre 1964 sont reconnus équivalents aux brevets correspondants créés par le présent arrêté.

(1) Les programmes seront publiés au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

A titre transitoire, les brevets de prévôt d'escrime et de maître d'escrime délivrés jusqu'en 1968 inclus par le ministre des armées seront reconnus équivalents aux brevets d'Etat correspondants créés par le présent arrêté sur demande écrite des intéressés adressée à l'académie d'armes de France.

Art. 10. — Les arrêtés susvisés du 4 janvier 1954, du 10 décembre 1954 et du 28 septembre 1964 sont abrogés.

Art. 11. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> avril 1969.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES CULTURELLES

### Date du concours de recrutement d'assistants stagiaires de musée.

Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 63-973 du 17 septembre 1963 relatif au statut particulier des membres de la conservation des musées de France, et notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 juillet 1964 fixant la réglementation du concours de recrutement des assistants de musée ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 1968 fixant le programme limitatif commun aux épreuves écrites de ce concours ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 1969 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement de huit assistants stagiaires dans les services de la direction des musées de France ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1968 portant délégation de signature au directeur des musées de France,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le concours ouvert par l'arrêté interministériel du 25 mars 1969 susvisé, en vue du recrutement de huit assistants stagiaires dans les services extérieurs relevant de la direction des musées de France, aura lieu le 20 octobre 1969 et les jours suivants.

Art. 2. — Le programme limitatif commun aux épreuves écrites de ce concours est celui fixé par l'arrêté du 26 juillet 1968 susvisé.

Art. 3. — Les inscriptions et les dossiers de candidature seront reçus du 1<sup>er</sup> juin 1969 au 31 juillet 1969 à la direction des musées de France (2<sup>e</sup> bureau, palais du Louvre, pavillon Mollien), à Paris (1<sup>er</sup>).

Art. 4. — Le directeur des musées de France est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 1969.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :  
Le directeur des musées de France,  
JEAN CHATELAIN.

### Exercice de la profession d'architecte en France.

Par arrêté du 16 avril 1969, M. Haymo Haslinger, de nationalité autrichienne, né le 26 juillet 1936 à Vienne (Autriche), titulaire du diplôme d'architecte de l'académie des beaux-arts de Vienne, est autorisé, à titre exceptionnel, à exercer la profession d'architecte en France, sous les réserves et conditions fixées par la loi du 31 décembre 1940.

Par arrêté du 16 avril 1969, M. Christophe Lukasiewicz, de nationalité polonaise, né le 16 mai 1933 à Lublin (Pologne), titulaire du diplôme d'architecte de l'école polytechnique de Varsovie, est autorisé, à titre exceptionnel, à exercer la profession d'architecte en France, sous les réserves et conditions fixées par la loi du 31 décembre 1940.

Par arrêté du 16 avril 1969, M. Nguyen-Quang-Vuong, de nationalité vietnamienne, né le 1<sup>er</sup> juin 1939 à Hanoi (Viet-Nam), titulaire du diplôme d'architecte de l'académie royale des beaux-arts de Bruxelles, est autorisé, à titre exceptionnel, à exercer la profession d'architecte en France, sous les réserves et conditions fixées par la loi du 31 décembre 1940.

Par arrêté du 16 avril 1969, M. Jean Matsakis, de nationalité hellène, né le 16 février 1932 à Athènes (Grèce), titulaire du diplôme de la Northern Polytechnic de Londres, est autorisé, à titre exceptionnel, à exercer la profession d'architecte en France, sous les réserves et conditions fixées par la loi du 31 décembre 1940.

Par arrêté du 16 avril 1969, M. Jozef Mirski, réfugié d'origine polonaise, né le 24 décembre 1915 à Dzikiewo (Pologne), titulaire du diplôme d'ingénieur architecte de l'école polytechnique de Varsovie, est autorisé, à titre exceptionnel, à exercer la profession d'architecte en France, sous les réserves et conditions fixées par la loi du 31 décembre 1940.

### Archives de France.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé de affaires culturelles du 18 mars 1969, M. Bernard de Gaulejac, conservateur de 1<sup>re</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, directeur des services d'archives de la Nièvre, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté d'âge et de services et nommé conservateur d'archives honoraire à compter du 2 avril 1969.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles du 31 mars 1969, il a été mis fin au détachement de M. Jean-Pierre Samoyault, conservateur de 2<sup>e</sup> classe, auprès de la direction des musées de France, pour la durée de son stage en qualité d'assistant. L'intéressé, titularisé dans ses fonctions d'assistant de musée, a été radié des cadres du personnel scientifique des Archives de France pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles du 8 avril 1969, M. Jean Valette, archiviste paléographe, a été nommé conservateur d'archives stagiaire à compter du 1<sup>er</sup> mai 1969, et affecté aux Archives nationales en résidence à Fontainebleau, cité interministérielle des archives.

Par arrêtés du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles du 10 avril 1969, Mlle Liliane Chauleau, conservateur stagiaire aux archives de Paris, a été titularisée dans les fonctions de conservateur d'archives à compter du 1<sup>er</sup> mai 1969.

Elle a été rangée à cette date à la 2<sup>e</sup> classe du grade de conservateur, 1<sup>er</sup> échelon, avec une ancienneté de un an, compte tenu du stage probatoire qu'elle a effectué.

L'intéressé est, à compter du 10 mai 1969, affectée en qualité de directeur des services d'archives de la Martinique.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles du 18 avril 1969, les archivistes paléographes ci-dessous désignés ayant effectué le stage technique prévu par l'article 6 du décret du 13 octobre 1956 modifié et subi les épreuves qui sanctionnent ce stage ont été classés, par ordre de mérite, sur la liste d'aptitude établie à la suite de ces épreuves pour l'année 1969 :

1 M <sup>lle</sup> de Dainville (Segolène).	6 M <sup>lle</sup> Ulrich (Elisabeth).
2 M. Staes (Jacques).	7 M <sup>lle</sup> Ernisse (Gérard).
3 M <sup>lle</sup> Neirinck (Danièle).	8 Cattin (Paul).
4 M. Giordanengo (Gérard).	8 M <sup>lle</sup> Sabbagh (Armelle).
5 M <sup>lle</sup> Marion (Catherine).	

## MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES SOCIALES

### Autorisation de vente d'une eau minérale étrangère.

Par arrêté en date du 24 mars 1969, ont été autorisées, dans les conditions précisées par ce texte, l'introduction et la vente en France de l'eau minérale naturelle provenant de la source Adelhaid, située à Daun (Eifel) (République fédérale d'Allemagne).

### Sociétés mutualistes.

#### DÉPARTEMENT DE L'AISNE

Par arrêté du ministre d'Etat chargé des affaires sociales en date du 25 avril 1969, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société de secours mutuels de Laon, n° 2-2, à Laon, avec la société mutualiste dite Mutuelle familiale et chirurgicale de l'Aisne, n° 2-344, à Saint-Quentin.